



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

UN MEETING CONTRE L'ANTISEMITISME ET TOUS LES RACISMES

Le 23 mai dernier a été un moment fort de la lutte contre l'antisémitisme et tous les racismes. A la Bourse du Travail de Paris (salle prêtée par la CGT) s'est déroulée une réunion publique qui a rassemblé 500 personnes, dont beaucoup de jeunes. Soucieux/ses d'agir contre l'antisémitisme et inquiet.es des carences de la gauche sur cette question, les participant.es ont affirmé inscrire cette lutte dans celle contre tous les racismes, avec une attention particulière à l'islamophobie. Il fut rappelé que « on ne lutte pas contre le racisme avec des antisémites, on ne lutte pas contre l'antisémitisme avec des racistes ».

La dénonciation des massacres de Gaza comme le rappel de celui du 7 octobre étaient au cœur de cette réunion publique organisée par le RAAR (Réseau d'Actions contre l'Antisémitisme et tous les Racismes), GOLEM et les JJR (Juives et Juifs Révolutionnaires).

Ce meeting, comme le cortège commun de ces mouvements le 1er mai, permet d'espérer mettre fin à la concurrence néfaste des antiracismes. Pour que la gauche unie soit au rendez-vous de l'indispensable combat contre l'antisémitisme. Comme elle se doit d'être là contre tous les racismes.

Une Alternative pour l'Europe

L'été 2023, le coup d'envoi a été donné au sein d'Ensemble ! d'une réflexion sur l'Europe, déconnectée du scrutin européen de juin 2024 et de toute démarche électoraliste. Il s'agissait de mieux comprendre les enjeux européens de l'heure, en intégrant les nouveaux éléments du paysage européen, à commencer par la guerre impérialiste russe contre l'Ukraine. Pour Ensemble !, L'enjeu était donc de combiner la confirmation d'une orientation européenne ancienne et la mise à jour de nos analyses en tenant compte d'un contexte nouveau, et d'un déplacement du centre de gravité de l'UE vers l'est, avec la perspective de l'adhésion de nouveaux Etats-membres situés en Europe orientale.

Cette réflexion a débouché sur l'adoption d'un texte de référence, « Une Alternative pour l'Europe – Quelques questions et quelques éléments de réponse ». Ce texte ne prétend nullement faire le tour des questions, il est destiné à discussion et approfondissement et il a été adressé à l'ensemble des forces de gauche critique et alternative, comme élément de débat, notamment au moment de l'initiative « Quelle Europe ? » organisée par Ensemble! le mai dernier.

Opposée de longue date à la fois à l'illusion de faire évoluer peu à peu dans un sens social la construction européenne comme à toute sortie de l'UE de type Brexit, l'orientation ancienne d'Ensemble! est réaffirmée dans ce texte de référence : **une refondation radicale de l'UE pour une Europe sociale, écologique et démocratique**, ouverte au monde, dans une logique coopérative et non concurrentielle comme le serait une « Europe puissance ».

La nouveauté du paysage européen ce n'est pas seulement, même si c'est un événement considérable, la guerre en Ukraine et le droit à l'autodétermination des peuples -que ce soit en Ukraine, en Géorgie, en Palestine ou en Kanaky-. C'est également - et sans hiérarchie aucune - l'expression de l'exigence du partage des richesses et de la fin des politiques d'austérité, c'est aussi l'extrême gravité de la crise écologique et des politiques publiques qui devraient en découler, c'est encore le positionnement de l'UE face au processus génocidaire à l'œuvre à Gaza, c'est enfin la montée des extrêmes-droites et de la menace néo-fasciste.



Voilà qui justifiait et rendait possible, pour le scrutin européen du 9 juin, une démarche de rassemblement à gauche sur la base d'une orientation alternative pour l'Europe. Redonner à la fois un espoir et une perspective : c'était possible et nécessaire.

Las ! les forces de la NUPES n'en ont pas voulu.

Dans un tel contexte, il faut cependant voter le 9 juin, et voter à gauche. Plusieurs positions étaient en présence au sein d'Ensemble ! : ce qui a été exprimé en guise de synthèse au dernier Collectif National d'Ensemble ! est une position de vote indifférencié pour les différentes listes de gauche, en mentionnant aussi l'existence d'autres options favorables aux listes de la FI et des écologistes jugées les moins éloignées de nos positions.

Pour aller plus loin : lire sur notre site « [une alternative pour l'Europe](#) »

Faire les poches des précaires, pourquoi ?



Une fois de plus- la 6ème de l'ère Macron- Attal annonce exclusion des allocations, réduction de la durée d'indemnisation ... pour faire 2,8 milliards d'économies supplémentaire sur le dos des chômeur-euses (voir ces deux articles, de la [CGT](#), et de la [CFDT](#)).

Tout cela pour « inciter à la reprise du travail » (sans avoir fait le bilan des mesures semblables prises depuis le règne de macron) et pour se mettre au niveau des autres pays d'Europe (une étude de l'UNEDIC montre le mensonge d'une telle affirmation).

Pourquoi un tel acharnement contre les précaires, et les jeunes ?

Chômage de masse et précarité sont des outils essentiels du maintien de l'ordre capitaliste : la peur du chômage rend possible la dégradation du travail et pèse sur les salaires depuis des décennies.

Les crises et la lutte sur les retraites ont montré que ces outils restaient nécessaires : les pénuries sectorielles de main d'œuvre, par les refus de n'importe quel emploi, et les demandes d'augmentation de salaires créent la panique dans le patronat qui demande des « mesures

plus fermes » (Patrick Martin, président du MEDEF, se félicite de la réforme).

Ils n'agissent pas contre les précaires par sadisme -tout au plus par mépris de classe – mais par cohérence avec le reste de leur politique néolibérale « d'État social » pour le Capital.

La gauche a trop longtemps sous-estimé, de fait, les enjeux : aucune des réformes Macron n'a fait l'objet d'une mobilisation à la hauteur et pour le moins d'une campagne politique unitaire contre la précarisation. En s'appropriant les fonds de l'assurance chômage les gouvernements ont spolié les salariés du fruit de leurs cotisations. Avec la quasi-étatisation de l'assurance chômage il s'assure le contrôle d'un pan essentiel de la protection sociale. La gauche a laissé faire sans poser les enjeux de société. Aujourd'hui dans le syndicalisme (mais aussi chez les ouvriers et employés) des liens de solidarité avec les précaires se renouent.

La gauche ne peut se contenter d'un soutien aux actions syndicales contre le décret Attal qui doit sortir avant la fin juin, elle doit s'opposer à la vision du chômage et de l'emploi de Macron, s'adresser aux précaires qui aujourd'hui se sentent exclus du champ politique avec un projet de société qui abolisse le chômage la précarité et la pauvreté : il existe dans les revendications syndicales comme chez les associations de solidarité de multiples propositions concrètes pour y parvenir que la gauche doit porter dans le débat public.

Le 13 juin les groupe LIOT défendra une proposition de loi pour s'opposer aux textes gouvernementaux : ce doit être l'occasion d'affirmer notre refus des réformes Macron et nos propositions pour assurer à toutes et tous « des moyens convenables d'existence ».

Menaces sur le logement social

Le gouvernement vient de déposer un projet de loi lourd de menaces pour le logement social. Porté par le ministre Kasbarian, il sera soumis au Sénat en juin avant d'être examiné par l'Assemblée Nationale en septembre

La mesure la plus marquante de ce projet est l'intégration des logements dits intermédiaires, destinés aux « classes moyennes », dans le quota de 20 à 25 % de logements sociaux qui s'impose aux communes soumises à la loi SRU. Celle ci concerne les communes de plus de 3500 habitants (1500 en région parisienne) appartenant à des intercommunalités de plus de 50 000 habitants. De fait, cela ne concerne de 2 157 des quelques 35 000 communes françaises, dont la moitié ne respecte pas cette obligation ! Le message est clair : permettre à ces communes de continuer à écarter les populations les plus précaires

S'y ajouterait un pouvoir renforcé des maires dans l'attribution des logements sociaux neufs avec un droit de veto sur l'accueil de certaines familles, mais aussi la facilitation des montages publics-privés entre organismes HLM et promoteurs privés pour des programmes mixtes accession libre/logements sociaux, l'encouragement de la vente à la découpe du patrimoine existant (au motif de trouver des fonds pour construire du neuf), la possibilité pour les organismes HLM d'augmenter les loyers des logements anciens lors d'une relocation...

Sur fonds de tri social assumé, fidèle à son idéologie libérale, c'est bien un démantèlement du logement social que prépare la Macronie. Il y a urgence à combattre ce projet.



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvnt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble



Argentine : une forte résistance sociale à Milei

À deux semaines d'intervalle, le gouvernement de Javier Milei a été confronté à deux fortes mobilisations sociales. Le 23 avril pour défendre l'université et l'enseignement public et le 9 mai lors de la seconde grève générale en cinq mois de gouvernement.

"L'éducation publique est un bien que le peuple n'est pas prêt à brader"

La mobilisation du 23 avril, convoquée notamment par la Centrale des travailleurs argentins (CTA), est parvenue à rassembler 800 000 personnes dans la rue à Buenos Aires et un million dans tout le pays. Cette marche pour la défense de l'université et de l'éducation publique, gratuite et laïque a été un événement politique considérable. Elle a dépassé toutes les attentes, marqué la scène politique par son ampleur et a fortement surpris ce gouvernement arrogant. Elle a atteint un niveau en termes de participation quasi-égalée ces 40 dernières années. Comme un symbole, le 23 avril est la journée du livre et des milliers de manifestant-e-s ont défilé un livre à la main pour défier ce gouvernement qui s'attaque de manière agressive et vulgaire à la culture et à l'éducation. Cette journée historique a rassemblé toute la communauté éducative (recteur-trices, enseignant-e-s, personnel non enseignant et étudiant-e-s) et un nombre important de militant-e-s de partis, de mouvements sociaux. Elle a été convoquée pour s'opposer à l'ajustement budgétaire pour les universités (réduction des allocations, de postes, ...). La préparation de la mobilisation à la base a contribué au succès.



Une 2e grève générale suivie

Bien que le gouvernement ait tenté de minimiser l'impact de la seconde grève générale du 9 mai, celle-ci a été plus suivie que celle du 24 janvier. Elle a été très forte dans les transports (aucun train, métro, avion, peu de bus), dans les écoles publiques, les universités, les banques, l'industrie automobile, les grands magasins, ... et le pays a vécu au ralenti. Convoquée par la CGT, cette journée entendait s'opposer aux politiques d'austérité (baisse des salaires réels, des pensions, des plans sociaux, des travaux publics) qui se traduisent par la récession et la perte d'emplois.

En Argentine, la classe ouvrière et le mouvement social plis globalement restent debout face aux attaques iniques de Milei. L'importance des rassemblements d'avertissement de décembre dernier, des deux grèves générales, de la mobilisation pour la défense de l'éducation du 23 avril, de celles du 8 Mars et du 1er Mai l'atteste.

Haro sur les femmes pauvres et précaires... (suite de la guerre sociale !)



À au nom de la logique néo-libérale, le gouvernement tente de mettre fin à l'assurance chômage. Il organise l'appauvrissement d'une partie de plus en plus importante de la population. Certes, depuis 2017 (Observatoire des inégalités) les hommes et les femmes sont au chômage

dans presque les mêmes proportions (entre 48 et 49 % sont des chômeuses).

Est-ce à dire que femmes et hommes sont égaux devant le chômage et que les mesures prévues par le gouvernement vont les toucher pareillement ?

D'abord, les **indemnisations des femmes sont en moyenne inférieures de 16,9 % à celles des hommes**. Cela est dû aux inégalités salariales. Les femmes occupent la majorité des emplois peu qualifiés ou dont les qualifications ne sont pas reconnues. Qu'il s'agisse des services domestiques, de l'aide à la personne, des métiers du nettoyage, de la grande distribution ou de la santé, elles occupent des postes aux salaires bas (le métier d'aide à domicile affiche un revenu salarial annuel de 9 000 euros de moins que la moyenne) et souvent très précaires. Les femmes sont, par ailleurs, beaucoup plus fréquemment **en temps partiel subi** (4 emplois à temps partiel sur 5). Qui plus est, il reste une discrimination salariale « pure » (à temps de travail égal, secteur et niveau de qualification équivalents).

Enfin, une partie des femmes les moins qualifiées et découragées, en particulier par l'insuffisance et le délitement des services publics (voir la Lettre 101), sont sorties du marché du travail et ne sont plus comptabilisées.

Les mesures de durcissement prévues vont accentuer ces inégalités et conduire à encore plus de pauvreté pour les femmes.

- **L'ouverture des droits** : il faudra avoir travaillé 8 mois sur 20 mois contre 6 mois sur 24 actuellement. Ce sont les plus précaires, celles et ceux qui accumulent les petits boulots, particulièrement les jeunes, qui vont en souffrir le plus. **En revanche, le malus pour les employeurs pour usage abusif de contrats courts est repoussé aux calendes grecques.**

- **La durée d'indemnisation** : 15 mois au lieu de 18, d'où de plus grandes difficultés pour trouver et obtenir des formations, et une pression encore plus grande pour accepter n'importe quel boulot !

- **Les dispositifs plus favorables pour les seniors sont modifiés** : le Gouvernement – conscient qu'il a aggravé leur situation par sa contre-réforme des retraites – propose un bonus à celles et ceux qui accepteront un emploi moins rémunéré ! Quand on sait que la retraite des femmes est en moyenne inférieure de 40 % à celle des hommes, que va-t-il leur rester ?

Les femmes sont en première ligne de la précarité dans l'emploi, les plus touchées par les régressions de la protection sociale. ENSEMBLE! s'associe à toutes les initiatives contre cette nouvelle attaque contre les droits des privé-es d'emploi, appelle à une première mobilisation le 13 juin et rappelle la revendication – toujours d'actualité – d'une réduction massive du temps de travail sans perte de salaire et avec les embauches correspondantes.

Rafah : une boucherie israélienne et une délégitimation du droit international



Le 24 mai, la CIJ (Cour internationale de Justice) sommait Israël d'arrêter immédiatement son opération militaire à Rafah. La réponse ne s'est pas fait attendre. Israël a intensifié son agression dans un premier temps. Ensuite, il a bombardé un camp de personnes déplacées, camp prétendument sûr selon Israël. Le bilan est dramatique : plus de 45 mort-es et plus de 250 blessé-es, le plus souvent victimes de graves brûlures.

Netanyahou a parlé « d'erreur tragique ». L'armée israélienne a prétendu que le camp visé n'était pas une « zone humanitaire ». Leur cynisme en dit long sur leur mépris de la vie des Palestiniens. Ce ne sont, pour eux, que « des animaux humains », comme l'a dit le ministre de la Défense, Yoav Gallant. Certain-es Israélien-nes se sont même réjoui-es à l'annonce de l'incendie, le comparant aux feux de joie de la fête juive de Lag BaOmer célébrant la lumière spirituelle (source : *Middle East Eye* 27-05-2024).

L'occupation de la « bande de Philadelphie », à la frontière égyptienne, renforce encore cette offensive.

De nombreux pays européens ont condamné les atrocités israéliennes. Macron s'est dit « indigné par les frappes israéliennes ». Il ne les a toutefois pas condamnées et n'a pas dit un mot pour les victimes. S'indigner ne sert à rien, si l'indignation n'est pas suivie d'actions concrètes. Cette inaction française est criminelle.

Depuis plus de 7 mois, le gouvernement israélien d'extrême droite développe une agression sans égale depuis la Nakba de 1948 (bombardements indiscriminés, impossibilité des soins médicaux, famine organisée...). C'est un véritable processus génocidaire qui est en cours, au mépris du droit international. Il est temps que cela cesse : les décisions des institutions internationales doivent être appliquées. Il en va du maintien de la légitimité du droit international. La France doit s'engager par des mesures significatives.

ENSEMBLE! demande que la France reconnaisse sans délais et sans conditions l'État de Palestine.

ENSEMBLE! exige le rappel immédiat de l'ambassadeur de France en Israël.

ENSEMBLE! appelle à se mobiliser pour la suspension de l'accord d'association entre l'UE et Israël. l'arrêt de toute coopération militaire et sécuritaire avec ce pays et un embargo européen sur toutes les armes.

Bagnolet, le 29 mai 2024

Solidarité avec le peuple Kanak

communiqué commun publié par *Alternative communiste, ENSEMBLE!, GDS et PEPS*, le 27 mai 2024.

Aujourd'hui, la Nouvelle-Calédonie est frappée par des destructions et des affrontements qui se soldent par plusieurs morts, des confrontations entre jeunes Kanak et des groupes caldoches surarmés. Plus de trois décennies de paix permises par un processus de décolonisation sont remises en cause et leurs acquis sabotés.

Le Gouvernement – au premier chef Emmanuel Macron et Gérard Darmanin – est responsable de cette situation et des risques en résultant.

Leur décision a été d'en finir avec l'accord de Nouméa, de ne plus tenir compte que la Kanaky/Nouvelle-Calédonie a été définie par l'ONU comme un « territoire non autonome, à décoloniser », pour imposer que ce pays doit « rester dans la France ».

De divers bords, le pouvoir a été alerté qu'il ne fallait pas, sans accord négocié entre les diverses composantes du pays ni respect des engagements de la France à l'égard du peuple kanak, prétendre imposer depuis Paris une réforme du corps électoral. Celle-ci visant à minoriser irréversiblement le peuple kanak.

Sa politique du passage en force et de multiplication des provocations ne peut être comprise que comme un alignement sur la droite caldoche la plus radicale, outrageante à l'égard du peuple kanak et grosse d'une recolonisation du pays.

Les mesures actuelles de répression des manifestants, l'imposition de l'état d'urgence, la militarisation du pays et la criminalisation des organisations indépendantistes, témoignent de l'aveuglement du pouvoir et ne peuvent conduire qu'à une dramatique impasse.

Une tout autre méthode doit être mise en œuvre

- Retrait de la loi constitutionnelle, comme le demandent nombre de voix autorisées et aussi le Congrès de la Nouvelle-Calédonie.

- Dépaysement du dossier : le ministre de l'Intérieur ne doit pas en conserver la maîtrise, la désignation d'une « mission de dialogue », comme signe que l'État se met en situation d'impartialité et favorise la recherche d'un accord global négocié entre les diverses composantes de la société calédonienne.

Nous assurons le peuple kanak et le mouvement indépendantiste de notre solidarité.

Et de notre détermination à être à leurs côtés pour s'opposer à la répression qui les frappe, de soutien à leur combat pour la reconnaissance de leurs droits légitimes.

L'objectif doit être de poursuivre le nécessaire processus de décolonisation jusqu'à la pleine souveraineté de la Kanaky/Nouvelle-Calédonie